

Libération

Les controverses  
du progrès

L'intervention massive des Etats, partout sur la planète, a permis de contenir les effets destructeurs de la crise. Pour combien de temps? Hier voué aux gémonies, comme facteur perturbateur d'une saine économie, l'Etat a retrouvé aux yeux de ces contemporains de nouvelles vertus en injectant massivement de l'argent dans un système en faillite. «La

main invisible du marché», chère à Adam Smith, n'a plus la cote. Dorénavant, tous les acteurs de la société se tournent vers l'Etat afin d'être sauvés. Ce retour en grâce des pouvoirs publics exprime-t-il une conversion durable? Une fois sauvés du gouffre, les tenants de l'argent fou sauront-ils garder le profil humble que la banqueroute leur a imposé? Pour aller au fond

de cette question France Culture et Libération à l'initiative de l'association les Controverses du progrès ont demandé, pour cette deuxième édition, à Jean Peyrelevade, ancien président du Crédit Lyonnais, actuel vice-président du Modem et Thomas Piketty, directeur de l'Ecole d'économie de Paris, et ancien conseiller de Ségo-lène Royal de «disputer» en

répondant aux critiques d'Emmanuel Faber, Aurélie Filipetti, Sylvie Goulard, Elisabeth Huppert, Denis Jeambar, et d'Agnès Touraine (1), présidente de l'association Controverses du progrès ainsi que d'Emmanuel Laurentin.

► LAURENT JOFFRIN  
et MAX ARMANET

(1) Agnès Touraine est présidente du Conseil de surveillance de Libération..

## L'Etat peut-il nous sauver?



médicaments, où les produits toxiques sont immédiatement retirés du marché et les coupables durement punis.

Dans le cas du secteur financier, on peut mettre n'importe quel produit toxique sur le marché. Le second domaine où une action radicale de l'Etat est requise concerne les rémunérations délirantes qui sont apparues dans le monde des finances et des grandes entreprises. Une taxation confiscatoire des rémunérations au-delà d'un certain niveau doit être instituée, avec par exemple, un taux marginal de 80% au-delà de 500 000 euros et 90% au-delà de 1 million d'euros. Antoine Zacharias, le patron de Vinci, a sorti une centaine de millions d'euros de sa société en dix ans. Le bouclier fiscal revient à dire qu'il est indispensable qu'il en garde 50 millions dans sa poche. Ces rémunérations indécentes ont conduit à des prises de risques insensées et ont aggravé les choses. Au-delà des discours, la réalité est que la politique suivie par le gouvernement français ne fait que mettre de l'huile sur le feu.

**Jean Peyrelevade :** C'est plus un symptôme du désordre que sa cause. Reste-t-on 27 pays bêtement nationalistes, qui ne comptent pas en termes de capacité de régulation ou est-ce qu'on joue l'intégration européenne? Il y a quatre aspects différents. Premièrement, le paradis fiscal servant de recyclage de l'argent de la drogue et du terrorisme.

Deuxième aspect, il y a beaucoup d'endroits qui ne sont pas des paradis fiscaux en tant que tels, mais où il n'y a pas de régulation bancaire et financière. C'est le cas des *hedge funds*. On ne sait pas où ni comment ils sont gérés. Les trois quarts sont logés dans des paradis fiscaux non pour des raisons fiscales mais parce que ce sont des endroits où il n'y a pas de régulation. Troisième aspect, si vous parlez du Luxembourg, il y a une régulation bancaire et financière qui existe, mais elle est insuffisante. On s'en aperçoit avec l'affaire Madoff. S'il y avait un régulateur européen, on ne se préoccuperait pas de savoir s'il y a des divergences d'interprétation de la même directive entre le Luxembourg et la France. Là, on a un problème fiscal car les autorités de ces pays refusent toute coopération avec les autorités fiscales des pays voisins. De ce point de vue-là, le Luxem-

bourg, la Suisse sont des paradis fiscaux. Il faut savoir que les Etats-Unis ont mis fin au secret fiscal vis-à-vis de leur fisc. Ils ont envoyé, en 2001, une circulaire à toutes les banques du monde. «Vous allez nous envoyer tous les ans la liste des citoyens américains qui ont des comptes chez vous. Si vous ne répondez pas, vous n'aurez plus de licence pour opérer aux Etats-Unis». Comment voulez-vous que les autorités qui ont accepté de coopérer avec les autorités fiscales américaines sous ce genre de pression, disent non à la France? Il suffirait d'exiger une quatrième catégorie, parfaitement légale, qui existe: le dumping fiscal, qui pose une question politique. Comment progresser en Europe vers l'harmonisation fiscale?

**Thomas Piketty :** Concernant les paradis fiscaux, il y a des choses pour lesquelles on n'a pas besoin d'attendre d'être d'accord à 27 pour agir. Je suis en désaccord avec Jean Peyrelevade sur l'importance de la question des hautes rémunérations. En France au cours des vingt dernières années, les salaires ont en moyenne augmenté au même rythme que la production. Mais au sein de ces salaires, on a eu une explosion des très hautes rémunérations. Aux Etats-Unis, sur les vingt dernières années, le salaire médian n'a pas progressé du tout alors que la masse salariale a beaucoup augmenté. Et les travaux de Camille Landais montrent que la France suit avec retard la même évolution.

Jean Peyrelevade dit que cela reste symbolique. Mais en réalité cette explosion des «supersalaires» finit par peser sur les gains de pouvoir d'achat des salaires les plus bas, et a en outre des effets pervers en termes d'efficacité économique puisqu'elle finit par faire prendre aux acteurs des décisions complètement insensées en prise de risque. A un million de revenu annuel des taux marginaux d'imposition, de 80% ou de 90%, sont non seulement parfaitement tenables économiquement mais souhaitables car ils permettent de mettre des bornes aux comportements dangereux. Cela a été fait aux Etats-Unis. Lorsque Roosevelt arrive, en 1932, le taux marginal d'imposition pour les revenus les plus élevés est de 25%. Il le porte immédiatement à 77% puis à 91% en 1941, niveau auquel il reste jusqu'à la fin des années 60.

En 1980, le taux le plus élevé est encore de 70%. Il faut cesser de faire peur aux gens en leur disant que n'importe quel cadre va être taxé à 90%: des taux aussi élevés sont faits pour des revenus très, très élevés.

**Jean Peyrelevade :** Ces hautes rémunérations sont l'un des moyens par lesquels la cupidité actionnariale se transmet au management des entreprises.

Deuxièmement: la perte gigantesque de compétitivité de notre appareil productif. L'industrie qui finance 90% de nos importations est aussi le secteur le plus taxé en France. Les marges brutes des entreprises françaises sont les plus faibles de toute l'Europe. La moyenne européenne est à 38%, la France à 30%. En sortant de crise, on va s'apercevoir que non seulement nos finances publiques sont dans un état catastrophique, mais que nos entreprises sont exsangues. L'Etat doit avoir une politique de longue durée en déplaçant avec beaucoup de progressivité un peu de valeur ajoutée des ménages aux entreprises, ce qui permettrait l'augmentation de la productivité, de la croissance et donc du pouvoir d'achat.

**Thomas Piketty :** Un tel transfert des ménages aux entreprises ne se justifie pas et serait totalement déraisonnable dans le contexte actuel de très faible croissance structurelle. A long terme, la place de la France dans l'économie mondiale est une vraie question. Plutôt que des investissements industriels, la clé du long terme, c'est le capital humain, l'investissement dans l'enseignement supérieur et dans la recherche. On engouffre beaucoup d'argent dans ce type de politique, on ferait mieux de tripler les investissements dans l'enseignement supérieur. Il est bien établi, sur l'industrie qui paye trop d'impôts, que le prélèvement sur le travail est plus élevé que sur le capital, et cela vaut aussi pour les secteurs intensifs en travail (les services) par comparaison aux secteurs intensifs en capital (l'industrie).



**Jean Peyrelevade :** Il faut mettre en place une vraie régulation du système capitaliste. L'origine de la crise vient des Etats-Unis et tout le monde attend Barack Obama. La parole européenne est inexistante. Nous avons une monnaie unique, mais nous avons dans l'Union européenne 27 pays et 27 régulateurs différents avec des règles différentes. Ce n'est pas sérieux.

Deuxième aspect, on va s'apercevoir soudain que tout cet argent mis dans le circuit aura fragilisé les finances publiques d'un grand nombre de pays et nous risquons d'avoir en sortie de crise, une réaction qu'on appelle «le double dip». On plonge dans la récession, on en ressort en mettant beaucoup d'argent, à ce moment-là, le marché dit vous tirez trop sur la ficelle, et cesse de vous prêter, les Etats sont obligés de réduire la dépense publique, ce qui exerce à nouveau un effet dépressif. Les marchés ont besoin d'être régulés, «tout système non régulé fait faillite», mais les Etats peuvent aussi faire faillite.

**Thomas Piketty :** Nous avons affaire à une crise comparable à celle de 1929, avec deux différences. La première est que grâce à ce précédent historique, il existe un consensus mondial pour ne pas laisser s'effondrer le système bancaire. La seconde est qu'on évite le pire, mais sans résoudre les problèmes structurels qui nous ont mené là. On a besoin d'une approche radicalement nouvelle de l'Etat sur la régulation financière et bancaire, ce qui exige une action implacable contre les paradis fiscaux pouvant arriver à des formes d'embargo, de blocus. Il faut y penser en analogie avec ce qui existe dans le domaine de la sécurité alimentaire ou des



**Jean Peyrelevade**  
Economiste,  
vice-président  
du Modem,  
en charge  
des affaires  
économiques



**Thomas Piketty**  
Directeur d'études à  
l'EHESS, professeur  
à l'Ecole d'économie  
de Paris



La crise actuelle, semblable à celle de 1929, demande cependant la mise en œuvre de nouvelles politiques financières et bancaires. PHOTO CHRISTOPHE MAOUT



## LA PAROLE AUX INVITÉS

### DENIS JEAMBAR (1)

**Dans le système de régulation qu'il faut revoir, vous n'avez pas parlé des agences de notation. N'ont-elles pas joué un rôle détestable au cours des dix dernières années ?**

**Jean Peyrelevade :** Les agences de notation ont eu une lourde responsabilité dans la propagation du virus. Mais, il ne se passera rien tant qu'on n'aura pas chargé un organisme, type FMI, de concevoir l'architecture d'ensemble.

**Thomas Piketty :** Ce sera le plus difficile à réguler parce qu'il y aura toujours des structures qui se créeront pour produire des notations à la demande de clients financiers. Le système financier est quelque chose d'extrêmement fragile. Les banques possèdent très peu de choses par rapport aux immenses actifs et passifs qu'elles gèrent. Des petits dérèglements d'un côté de la balance, multipliés par la multitude des emprunteurs, peuvent laminier tout le système.

### AURÉLIE FILIPPETTI (2)

**Un Etat n'est pas une entreprise et n'est pas fait pour être en concurrence avec d'autres Etats. Il doit préparer l'avenir, faire des investissements à la fois publics et privés dans l'innovation dans la formation professionnelle, dans la recherche, comme le font principalement les PME, les PMI. Le problème de l'industrie française est un problème de ciblage des priorités.**

**Jean Peyrelevade :** Votre discours indus-

triel est typiquement la langue de bois du Parti socialiste. Nous avons un problème de compétitivité. Vous n'alimenterez pas notre système de protection sociale si vous n'avez pas un appareil économique capable de fabriquer de la richesse. Ce qui manque à la France par rapport à d'autres, c'est que nous n'avons pas de spécialisations faute d'innovations dans les entreprises.

### EMMANUEL FABER (3)

**L'explosion, sur trente ans, de la part des dividendes en proportion de la valeur ajoutée est frappante. La question du financement des entreprises, ce n'est pas seulement de faire pression sur les salaires ou sur la productivité, c'est la capacité à réinvestir ses bénéfices.**

**Thomas Piketty :** C'est exact. De plus en plus les porteurs d'action se sont mis à comparer des rendements, non pas simplement en prenant en compte les dividendes, mais en ajoutant les plus-values. C'est ainsi que l'énorme bulle financière dans laquelle nous sommes depuis quinze ans a beaucoup pesé sur les choix économiques réels. Les détenteurs de capitaux se sont mis à espérer des rendements non plus de 3%, 4%, 5% par an, mais de 8%, 10%, 15% en prenant en compte les plus-values sauf que ces plus-values étaient vouées à se dégonfler ! Mais pendant des années, cela a perturbé beaucoup de choix industriels, même si c'est latent et virtuel, cela donne des attentes de rendements complètement folles.

### SYLVIE GOULARD (4)

**Lors du dernier Conseil européen, il n'y a eu d'accord ni pour réguler ni pour agir sur le plan fiscal. La Commission a été enterrée sans fleurs ni couronne et nous avons mis de côté le pacte de stabilité et les règles de concurrence. Le décalage de fond entre la France et l'Allemagne en termes de compétitivité s'aggrave. Etes-vous inquiet ?**

**Jean Peyrelevade :** La Commission s'est enterrée elle-même. Pour construire l'Europe, elle doit incarner un projet répondant aux nécessités du moment. Je pense que ce temps va revenir mais dans des conditions dramatiques, avec un risque d'éclatement y compris de l'union monétaire. Je ne pense pas que l'ensemble des Etats fasse faillite en 2011, mais que la signature de certains Etats sera refusée. Soit l'Europe affirmera la solidarité dans l'union monétaire, en finançant l'Etat en difficulté tout en lui imposant des conditions de type FMI, soit nous aurons un éclatement de l'Euro. La France n'est pas en première ligne, mais au rythme où nous creusons notre déficit, je crains que nous ne soyons dans le deuxième round des signatures suspectes.

**Thomas Piketty :** Je ne partage pas cette dramatisation de la situation française par rapport à l'Allemagne. Les situations sont très proches. La France possède autant d'actifs à l'étranger que l'étranger en possède chez nous. Là où je partage votre pessimisme, c'est sur l'état de l'Union européenne. Au-delà du consensus mondial sur le fait qu'il ne faut pas laisser le système bancaire s'effondrer, il n'y a aucun débat sur la gouvernance économique.

### ELISABETH HUPPERT (5)

**Winston Churchill, dans ses mémoires, «l'orage approche», dit que personne en 1929 n'a prévu la crise ni ce qui pourrait en découler. Ce qui arrive ne se réduit pas à des causes économiques. La réponse ne peut être uniquement économique. Je pense que l'effondrement mobilise un terme qui est la foi, quelque chose que l'on retrouve dans la crise des banques, l'effondrement de la confiance... L'Etat est nécessaire à court terme, mais à long terme ce sont les fondements mêmes qui sont atteints, peut-être plus qu'en 1929. Alors évidemment, on essaye de réguler et c'est très bien, mais probablement des**

**choses folles vont naître. L'Etat, les gens qui ont le pouvoir, ne peuvent que le possible. L'impossible ne peut être que de l'ordre de l'individuel, de la conscience individuelle. Peut-on analyser ce qui est en train de se passer sans voir qu'on n'est pas seulement dans une crise financière, mais dans une crise des valeurs ?**

**Jean Peyrelevade :** Le désir d'enrichissement de l'être humain est vieux comme le monde, la forme extrême, paranoïaque, étant la cupidité. Dans l'histoire humaine, la spéculation, la cupidité l'ont toujours emporté sur la raison. Notre faillite n'est pas différente de celle de John Law au XVIII<sup>e</sup> siècle. Simplement aujourd'hui cela touche la totalité de la planète. L'homme n'a pas changé, il reste aussi irrationnel. Quand on parle de solutions impossibles, on ouvre le champ à des choses qui peuvent être très destructrices. L'expression des valeurs ne peut se faire qu'autour de projets. On vit en société et ces projets sont nécessairement politiques. Je ne sais pas si l'Etat peut nous sauver, mais seul le politique peut nous sauver à condition de fabriquer un vrai projet. Malheureusement, je trouve qu'on en est très loin.

**Thomas Piketty :** Les véritables changements politiques arrivent souvent après les cataclysmes : la fiscalité progressive, l'Etat-providence et la construction européenne après les guerres mondiales et la crise de 1929. J'aimerais être plus optimiste sur les réactions à froid, démocratiques, rationnelles. Mais les changements se font parfois dans la douleur et dans la violence, si on ne les accepte pas à temps.

Retranscrit par Anastasia Vecrin

- (1) Président des éditions du Seuil.  
 (2) Députée socialiste de Moselle.  
 (3) Directeur général délégué de Danone.  
 (4) Présidente du Mouvement européen-France.  
 (5) Réalisatrice et artiste.

